

MAGAZINE D'INFORMATION RÉGIONALE

NEWS D'ILL



Les agriculteurs sèment la relève

Dans un secteur en mutation,
les exploitants réinventent
leur métier.

NEWS D'ILL

**Centre universitaire
d'enseignement
du journalisme (CUEJ),
Université de Strasbourg.**
11 rue du Maréchal-Juin
CS 10068 67046 Strasbourg
Tél : 03 68 85 83 00
cuej.unistra.fr
www.cuej.info

**DIRECTRICE DE
LA PUBLICATION**
Nicole Gauthier

ENCADREMENT
Laurence Defranoux,
Nicole Gauthier,
Daniel Muller,
Stéphanie Peurière

RÉDACTEUR EN CHEF
Raphaël Czarny

RESPONSABLE INFOGRAPHIE
Guillaume Jacquot

CHEF D'ÉDITION
Emmanuelle François

ICONOGRAPHIE :
Esteban Wendling

RÉALISATION :
Caroline Anfossi, Thomas Arrighi,
Loïc Bécart, Patxi Berhuet, Estelle
Choteau, Raphaël Czarny, François
Delencre, Emmanuelle François,
Romain Geoffroy, Verena Hölzl,
Guillaume Jacquot, Judith Kormann,
Nathan Kretz, Violetta Kuhn,
Aurélien Lachaud, Loïc Le Clerc,
Claire Le Moine, Maxime Le Nagard,
Clémence Lesacq, Maxime Mainguet,
Olivier Mougeot, Qassam Muaddi,
Gabriel Nedelec, Florence
Stollesteiner, Renaud Toussaint,
Florence Tricoire, Margaux Velikonja,
Anthime Verdier, Esteban Wendling

PHOTO DE UNE
Judith Kormann

INFOGRAPHIE
Loïc Bécart, Guillaume Jacquot, Re-
naud Toussaint, Margaux Velikonja,
Anthime Verdier

IMPRESSION
Valblor, 67400 Illkirch (mars 2014)

Page 4 à 13 - Être agriculteur aujourd'hui

« On n'est pas des culs-terreux »

● Les femmes gagnent du terrain

Stress en scène

Cécile Lenormand, hors champ

● La viticulture, plus de chiffre d'affaires que de rentabilité

Guillaume Zimmermann, à moitié patron

Charles Durant, un pari audacieux

Régis Ruch, les nerfs solides

● La boîte à transmission

Pierre Bernhard, la terre promise



© Esteban Wendling/Cuej

Pages 14 à 27 - Un métier en évolution

Plus âgés, moins nombreux, plus productifs

- Bio, le modèle allemand s'essouffle

L'agriculture en actions

Les Carrier, tombés dans les pommes

- Quand ils cultivent en ville

- Élevés au management

La route des vins passe par la Pologne

- Jeunes cadres biodynamiques

L'autosuffisance germe à Munster

- Tourisme, le temps des vaches maigres

Les fermes-auberges, une tradition

à dépoussiérer

- Enracinés dans les mairies

Petite retraite après une vie de labour

Une profession d'avenir

Sébastien, Eric, et Damien. Trois amis, trois exploitants dans la trentaine, à l'assaut des clichés attachés à une profession qui a modelé nos traditions, notre terroir, notre territoire. Imagine-t-on l'Alsace sans ses vignes qui dorment au pied des Vosges, en surplomb d'un petit village de plaine ?

Il y a un siècle, les agriculteurs représentaient 41% des actifs français. Aujourd'hui, ils sont 3%. Mais la moitié de la France est toujours occupée par des terres cultivées. En Alsace, les travailleurs de la terre s'adaptent. Diversification, circuit court, agritourisme, trois mots-clés pour les jeunes qui s'installent et pour les plus anciens qui veulent rester, transmettre leurs terres et leurs savoirs.

Le monde change. Le bio progresse. En Allemagne, l'offre n'est plus suffisante ; de nouveaux schémas économiques se mettent en place. Pendant que la ville grignote les terres agricoles, les agriculteurs réinvestissent des hectares au milieu des zones urbaines. Face à l'avenir incertain du métier et de la planète, tous partagent le même objectif : faire évoluer la profession mais garder sa place au cœur de la région.

Raphaël Czarny

Un atlas en ligne pour l'agriculture en Alsace

Combien y a-t-il de femmes chefs d'exploitation agricole en Alsace ? Qui bénéficie le plus des aides de la politique agricole commune (PAC) ? Quelles sont les zones où l'agriculture peut encore se développer ?

Le 5 février, la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et des forêts (Draaf) publiait sur son site (draaf.alsace.agriculture.gouv.fr) un atlas consacré à l'agriculture alsacienne.

En 42 fiches et 9 rubriques, « Une agriculture alsacienne aux multiples visages » dégage les grandes tendances du secteur : 18 000 hectares classés biologiques en 2012, contre

2000 dans les années 1990 ; 25% de jeunes agriculteurs à la conquête des vignes, contre 9% de jeunes exploitants bovins ; et la multiplication des labels et des indications géographiques protégées (IGP), du chou à choucroute au miel de sapin. C'est cet atlas qui a inspiré aux étudiants du Centre universitaire d'enseignement du journalisme le thème de ce *News d'ill*. Au cours de nos enquêtes, nous avons notamment pu compter sur l'aide de Claude Wilmes, le chef du service régional de l'information statistique et économique de la Draaf. Que tous nos interlocuteurs soient ici remerciés.

« On n'est pas des cu »

Rustres, solitaires, vieillots... Les clichés sur les agriculteurs ne sont pas tendres. Les exploitants de la nouvelle génération tiennent à affirmer leurs différences avec leurs aînés.

Damien Fritsch, éleveur de vaches laitières de 30 ans, Sébastien Hager, cultivateur de 31 ans, et Eric Burger, cultivateur de 35 ans, sont trois amis dont les exploitations sont situées autour de Rumersheim. Ces fils d'agriculteurs travaillent avec passion, mais essaient d'avoir une vie à l'extérieur et de profiter de leurs week-ends. L'un d'entre eux habite même à 20 kilomètres de son exploitation.



« Une passion »

Eric : « On est tous fils d'agriculteurs mais on ne nous a pas forcés à reprendre l'exploitation. J'avais bien tenté de me diriger vers des études de cuisinier mais la passion a repris le dessus. »

Damien : « On baigne dedans depuis notre plus jeune âge, ça crée une passion. »

Sébastien : « C'est forcément une passion l'agriculture, personne ne passerait autant de temps à bosser sans aimer son travail ! On n'a pas les mêmes attentes que les plus vieux. On est tous sur Facebook, certains de nos parents aussi. On a tous un smartphone sur lequel on regarde la météo par exemple. On vit avec notre temps ! »

« On doit toujours se justifier »

Eric : « Souvent, les gens nous voient comme des pollueurs, alors on essaie de communiquer là-dessus. »

Damien : « Oui, on est vus comme ceux qui salissent les routes avant d'être vus comme ceux qui nourrissent la population. »

Sébastien : « Je ne suis pas tout à fait d'accord, je suis en contact avec des clients à Schiltigheim où je fais de la vente directe, et les gens sont contents d'avoir des produits frais. »

Eric : « On doit toujours se justifier sur telle ou telle utilisation de pesticides dans nos cultures... »

Sébastien : « On nous demande toujours si c'est bio. On fait de la production raisonnée mais dans la tête des gens, soit c'est bio, soit c'est pollué ! Du coup, en vente directe, on explique que c'est plus compliqué que ça. Le cliché du paysan est dépassé, j'espère. On est comme tout le monde, c'est un travail prenant mais pas plus qu'un autre. Faut juste trouver quelqu'un qui l'accepte. »

Sébastien : « Les JA du Bas-Rhin, syndicat des Jeunes agriculteurs, dont nous faisons partie, nous permettent de rencontrer beaucoup de monde. On organise des fê-



©Romain Geoffroy/Cuej

tes, des manifestations publiques. Ça nous permet de toucher des gens de la ville, de casser l'image qu'on se fait des agriculteurs, de montrer qu'on n'est pas que des pollueurs et des culs-terreux. Le syndicat nous pousse à nous impliquer dans les communes pour qu'il y ait une vraie représentation des agriculteurs au sein des conseils municipaux. L'engagement, c'est un truc de famille. Mon père a été maire, celui d'Eric l'est actuellement. »

« L'amour est dans le pré »

Sébastien : « Je trouve que L'amour est dans le pré, c'est pas mal. Bon, souvent c'est des gars qui ont eu une vie de famille avant. Il y a toujours un ou deux "cassos" et d'autres qui n'ont pas forcément besoin de l'émission. Ils doivent les chercher, les "cassos", quand même. »

Eric : « Oui, on n'en a pas des comme ça autour ! »

Sébastien : « Si, quand même un ou deux dont les exploitations passent avant tout le reste. Après, on fait ça sur les agriculteurs mais on pourrait bien le faire avec les caissières ! On pourrait faire L'amour est à la caisse ! Pour moi, le célibat chez les agriculteurs, c'est vraiment un cliché, il y a des célibataires dans tous les métiers. Chez les Jeunes agriculteurs du Bas-Rhin, il n'y en a pas trois. Après, peut-être que, quand on se retrouve

Is-terreux ! »



célibataire à 35-40 ans, on tombe dans une spirale qui fait qu'on bosse plus et qu'on ne prend plus le temps de faire autre chose, on s'enferme, et on se retrouve vraiment seul. »

« Comme on travaille beaucoup, il faut s'organiser »

Sébastien : « Ma compagne est vétérinaire, mais pas dans le milieu rural. On habite à 20 km d'ici, pour faire un compromis entre mon lieu de travail et le sien. Si je peux habiter aussi loin de mon exploitation, c'est uniquement parce que j'ai des cultures. »

Damien : « J'ai rencontré ma copine au lycée agricole. Nos familles ont regroupé leurs exploitations. Ça rend la ferme plus grande mais du coup on est trois familles à vivre dessus : mes beaux-parents, mes parents et nous. S'il y a un problème, tout le monde se retrouve en difficulté. Moi je ne pourrais pas habiter loin de mon exploitation : tous les soirs je dois faire un tour dans l'étable, pour vérifier qu'il n'y a pas de soucis ou de vèlage. »

Sébastien : « Avec nos copines, ça n'a pas été compliqué car elles venaient toutes de la campagne. Comme on travaille beaucoup, il faut s'organiser avec elles. Dès le départ, j'ai expliqué à ma copine qu'il y aurait

Damien, Sébastien et Eric, dans l'exploitation de ce dernier, à Rumersheim, le 13 mars.

des périodes intenses. J'ai suivi le conseil d'Eric : "On se laisse un an. Si on passe toutes les saisons sans accroc, c'est bon !" »

Eric : « Avec mes deux enfants, je ne peux pas me permettre de prévenir au dernier moment si on a prévu quelque chose, et il ne faut pas prévoir de partir en week-end dans les saisons où il y a beaucoup de travail. Mes journées sont chargées, mais d'un autre côté, il m'arrive de rentrer tôt en hiver, parfois à 16h ou 17h. »

Damien : « J'ai un fils de deux ans et demi. Mais on arrive à s'organiser puisqu'on travaille en famille. Il y a toujours quelqu'un pour garder notre enfant. »

Sébastien : « En tout cas, ce qu'on veut c'est une femme, surtout pas de la main-d'œuvre ! »

Eric : « Au contraire, c'est mieux si elles travaillent autre part. Ça permet de parler d'autre chose que d'agriculture et de connaître d'autres gens. »

« Mes amis ne sont pas agriculteurs »

Sébastien : « La plupart de mes plus proches amis ne sont pas agriculteurs. Je bosse avec mes parents et au travail je les vois comme des collègues. Entre nous, il y a certains conflits de génération, c'est normal. Quand on reprend la ferme de quelqu'un et qu'on bouleverse un peu les habitudes, ça peut faire bizarre. »

Damien : « Moi, je travaille avec ma conjointe et ça se passe bien. Pareil avec les parents et beaux-parents, à part les conflits de générations. »

Eric : « Oui, ça dépend des caractères, j'imagine. »

Sébastien : « Quand on reprend une exploitation, on a la pression. Il faut assurer, on reprend la boîte des parents, qui la tenaient peut-être de leurs parents. On ne veut pas décevoir, être celui qui l'a fait couler ! »

« On sort tous les samedis »

Eric : « Je suis champion de France de labour dans les deux catégories. Ça m'a permis de rencontrer des gens un peu partout dans le monde et de voyager, j'ai participé aux championnats du monde en Irlande. »

Sébastien : « Nous, on sort tous les samedis et on se fait souvent des bouffes entre amis. »

Eric : « Quand on sort, on essaie de parler le moins possible d'agriculture. Je vais aussi voir le Racing Club de Strasbourg les week-ends, ça permet de saérer la tête. Il y a aussi les discothèques ou le cinéma. »

Sébastien : « Je fais de la danse folklorique, ça me permet de déconnecter du monde agricole, de voyager. »

Damien : « Pour moi c'est différent, il y a des astreintes, il faut être là. Mais j'essaie de me dire que du samedi soir au dimanche soir, j'arrête. Je passe dans l'étable le dimanche matin voir si tout va bien mais je fais en sorte de ne plus y retourner dans la journée. »

Sébastien : « On a ça en commun : on aime bien vivre et faire la fête ! »

Propos recueillis par Romain Geoffroy et Florence Tricoire

Les femmes gagnent du terrain

Dans un monde rural encore très masculin, les agricultrices accèdent de plus en plus aux responsabilités, combattant des clichés bien enracinés.

Seule au milieu de ses 150 bovins, Claire Dutter ne doit parfois compter que sur elle-même pour assurer la production de l'exploitation qu'elle gère à Witternheim avec son frère et sa mère. Installée en 2004 dans le GAEC (Groupement agricole d'exploitation en commun) de son père, elle dirige l'exploitation familiale. « *Des femmes dans l'agriculture, il y en a toujours eu !* », explique-t-elle, agacée par ce lieu commun qui voudrait que l'agriculture soit réservée aux hommes. « *Quand les hommes partaient à la guerre, ce sont elles qui faisaient tourner les exploitations. Puis il y a eu un mouvement où la femme a revendiqué sa place, certaines sont alors devenues chefs d'exploitation* », rappelle Claire Dutter. Aujourd'hui, 10 000 femmes exercent une activité agricole en Alsace. Cantonnées à l'origine aux tâches annexes, elles sont aujourd'hui souvent maîtresses des lieux et connaissent tous les maillons de la chaîne de production. Neuf agricultrices actives sur dix exercent leur activité dans le cadre familial, avec le statut de co-exploitante ou de chef d'exploitation. « *L'avantage, c'est que personne ne compte ses heures, poursuit Valérie Krantz, éleveuse bovine à Kleingœft. Mais on ne m'a pas fait de cadeaux. On ne m'a jamais dit "t'es une fille, laisse je vais le faire".* »

Un milieu macho

En dehors du cercle familial, les préjugés refont vite surface : suspectées d'incompétence et de faiblesse physique, elles ont dû faire leurs preuves. « *On doit plus souvent et plus vite montrer les crocs qu'un homme* », confesse Claire Dutter. Mais cela ne suffit pas toujours : « *Quand je suis sur le tracteur et que je croise des hommes, on ne se parle pas forcément mais tout se fait dans le regard. Au moment du croisement, je les vois qui me*

regardent. "Punaise, est-ce qu'elle gère ? Est-ce qu'elle ne gère pas ?" », s'amuse Valérie Krantz. « Ça reste un milieu macho, confirme Véronique Klein, exploitante de vaches laitières bio en Alsace Bossue et vice-présidente de la chambre d'agriculture. Ça s'observe, même si je n'en ai jamais fait les frais personnellement. »

Inégalités persistantes

Si la génération précédente apprenait sur le tas, désormais les écoles prennent le relais. BEP ou CAP, la formation confère un apport technique et technologique. Mais pour ces femmes, il règne toujours une inégalité entre elles et leurs collègues masculins : les doubles journées. « *Souvent, quand on rentre, on a encore du travail à la maison, il y a le ménage, le repassage, le repas. C'est vrai que quand un homme rentre, il a fini sa journée.* » Une sensation partagée par Véronique Klein, mère de trois enfants : « *Quand les enfants étaient petits, je me levais encore plus tôt*

pour pouvoir les emmener à l'école. Ça prend du temps et les journées ne sont pas extensibles. »

Assumer sa féminité

Conscientes d'évoluer dans un milieu machiste, certaines refusent pour autant de déclarer la guerre des sexes. « *Je m'étais inscrite à la section féminine de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles, explique Véronique Klein. Mais ça ne m'a pas plu. Je voulais travailler avec des hommes. Je ne me suis pas engagée spécifiquement pour qu'il y ait plus de femmes* ». Pour toutes ces femmes, il est parfois compliqué d'assumer et d'affirmer sa féminité. « *C'est sûr que je vais rarement aller me faire une manucure ou un brushing, confie Claire Dutter. Ce serait gâché le soir-même lorsque j'irai nourrir les bêtes. Mais c'est important que je montre à ma famille que je peux être femme.* »

**Thomas Arrighi
Maxime Le Nagard
et Olivier Mougeot**

31 ans

C'est l'âge moyen auquel les femmes s'installent sur leur propre exploitation, contre 25 pour leurs homologues masculins.



Véronique Klein, éleveuse bio en Alsace Bossue.

Stress en scène

Parler du suicide des agriculteurs, c'est le défi de la troupe parisienne Entrées de jeu, qui fait participer les spectateurs.

Un jour de novembre, Serge, un agriculteur, parle à son ami Philippe : « Avant, tu croisais les autres sur le tracteur, tu discutais avec eux. Aujourd'hui, je me lève seul, je me couche seul, des journées sans parler jusqu'à en oublier le son de ma voix. Tu sais, la branche du gros arbre dans la cour, j'y pense souvent. » Dans la salle, ce 18 mars à Altkirch, une centaine de spectateurs, tous du monde agricole. Sur scène, la troupe parisienne de théâtre-forum Entrées de jeu interprète la pièce *Le stress est dans le pré*, créée il y a quatre ans. « La Mutuelle sociale agricole (MSA) nous a sollicités pour aborder la thématique du suicide par le biais du stress », raconte la comédienne Marie-Hélène Bannier. Dans le public, un silence pesant s'installe après la triste tirade. Après la représentation, les spectateurs sont invités à rejouer ce passage à leur manière pour résoudre le problème. « Il y a un phénomène d'indifférence et de solitude dans

©François Delencre/Cuej



les campagnes, comme jamais il n'y en a eu avant », remarque une spectatrice. Bénédicte Schweitzer, femme d'agricultrice, monte sur scène pour résoudre la situation de Serge. Elle engage une conversation improvisée : « Tu ne peux pas rester comme ça !

- Mais ça fait trois ans que je suis comme ça !

- Mais ici, tout le monde a besoin de toi. Si tu n'es plus là, tu vas manquer aux autres.

- Arrête, si je claque demain il y aura des personnes bien contentes de récupérer la ferme. (Il crie) Tous des hypocrites dans ce métier ! »

A ce moment, Gaëlle Cloix, travailleuse sociale dans la vie quotidienne, les rejoint sur scène. Elle a l'habitude de traiter ces situations à la MSA. Elle expliquera plus tard : « A force de communiquer, de tels cas nous remontent grâce à un voisin ou un élu de village, explique-t-

elle. Ensuite, on prend contact avec la personne concernée, on l'écoute puis elle est redirigée vers le professionnel le plus habilité à traiter son problème. »

Au fond de la salle, Christophe Grieneiser, 41 ans, célibataire, observe en silence. « Je travaille dans une exploitation isolée, expose simplement l'agriculteur. Les gens qui pensent au suicide, je les comprends. » En septembre 2012, une étude de l'Institut national de veille sanitaire relevait cinq suicides entre 2007 et 2009 en Alsace-Moselle. Pour la seule Alsace, « trois ou quatre » agriculteurs sont passés à l'acte en 2013, d'après Sylviane Fargeon, directrice adjointe de la MSA régionale. « On n'est pas toujours au courant des tentatives », ajoute-t-elle. Avec le théâtre-forum, certaines langues ont pu se délier le temps d'une soirée.

Loïc Bécart

Représentation du « Stress est dans le pré », à Altkirch le 18 mars.

Cécile Lenormand, hors champ

Derrière son comptoir ou sur la terrasse de son restaurant-épicerie bio, le visage de Cécile Lenormand s'éclaire à chaque instant. Strasbourgeoise bien dans ses baskets, mariée à un agriculteur qui vit à 35 kilomètres de là, elle « a trouvé sa place ». Mais pour en arriver là, cette mère de quatre filles, désormais gérante de l'épicerie Krut'herbes, a dû faire des « sacrifices nécessaires ». Mariée à un amoureux de la terre reconverti sur le tard en maraîcher, elle s'installe sur la ferme de Trutthenhausen avec leurs quatre filles en 2003. « Une toute petite maison dans d'anciennes écuries. L'humidité, le chauffage au bois, le froid... mais avec l'enthousiasme des débuts tout allait très bien ! » Dans ces « années magnifiques », Cécile découvre les difficultés de la vie de femme d'agriculteur qui ne partage pas le travail de la terre. Cantonnée aux tâches mé-

nagères et à l'éducation de ses filles, coupée de son cercle social, elle ne voit presque plus son mari, que le travail accapare aussi bien de corps que d'esprit. « J'avais accepté de me mettre en retrait pour ce projet. Mais à un moment j'ai dit stop. » Au bord de la rupture, elle retourne à Strasbourg et y fonde son épicerie, dont les étagères débordent aujourd'hui des produits de la ferme familiale. « Il fallait le faire. Il fallait passer par le chaos pour s'en sortir. » Désormais, trois nuits par semaine, « comme dans la chanson », Cécile retrouve son mari en ville ou à la campagne. « C'est très difficile d'aimer un agriculteur. C'est tellement de contraintes : le temps, les saisons, le lieu qu'on ne peut pas quitter, la fatigue... Il faut des convictions inébranlables pour vivre en tant qu'accompagnant d'un agriculteur. »

Clémence Lesacq

La viticulture, plus de chiffre d'affaires

La vigne rapporte trois fois plus d'argent que la culture des céréales, qui occupe pourtant cinq fois plus de terres. Charges, aides et conjoncture sont favorables aux céréaliers qui dégagent de meilleurs revenus.

En 2012, le revenu moyen brut par agriculteur, pour les grandes et moyennes exploitations, était de 41 800 euros par an, en hausse de 12% par rapport à 2011. Ce bon résultat s'explique par des revenus particulièrement élevés du côté des céréaliers. Ces derniers profitent du cours des céréales – et particulièrement du maïs – qui flambe depuis trois ans. En 2012, année qui combine une inflation sur le marché international et des récoltes importantes grâce à une vague de froid au cours de l'hiver,

41 800 €
ce que gagne en moyenne un chef d'exploitation, avant impôts.

les céréaliers ont dégagé un revenu brut moyen de 69 000 euros par an.

En revanche, cette même vague de froid a été dramatique pour les viticulteurs. Les vendanges 2012 ont été particulièrement chiches et ont conduit à la baisse des revenus dans la profession longtemps la mieux lotie. Depuis une dizaine d'années, la baisse des récoltes combinée à une augmentation des coûts de production affaiblit la rentabilité des exploitations viticoles, même si le constat est à relativiser. Les disparités sont importantes entre le vigneron qui ne récolte que le raisin et le

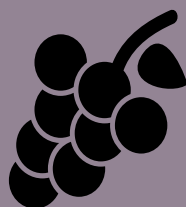
domaine qui le vinifie et le met en bouteille.

Quant aux producteurs laitiers, ils souffrent du prix élevé des céréales, base de l'alimentation du bétail, et de la baisse du prix du lait. Mais les quotas laitiers ainsi que les aides de la politique agricole commune leur permettent de maintenir un revenu brut annuel moyen de 20 600 euros. Les résultats provisoires pour l'année 2013 montrent un recul du revenu des céréaliers, tandis que la viticulture repart légèrement à la hausse.

**Margaux Velikonia
et Anthime Verdier**

Le chiffre d'affaires de l'agriculture alsacienne en millions d'euros

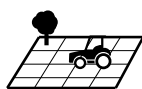
1,09 milliard d'euros



472

La surface cultivée en Alsace

336 872 hectares



Vignes

25 123 ha

3 862 exploitations



Céréales (maïs et blé)

133 131 ha

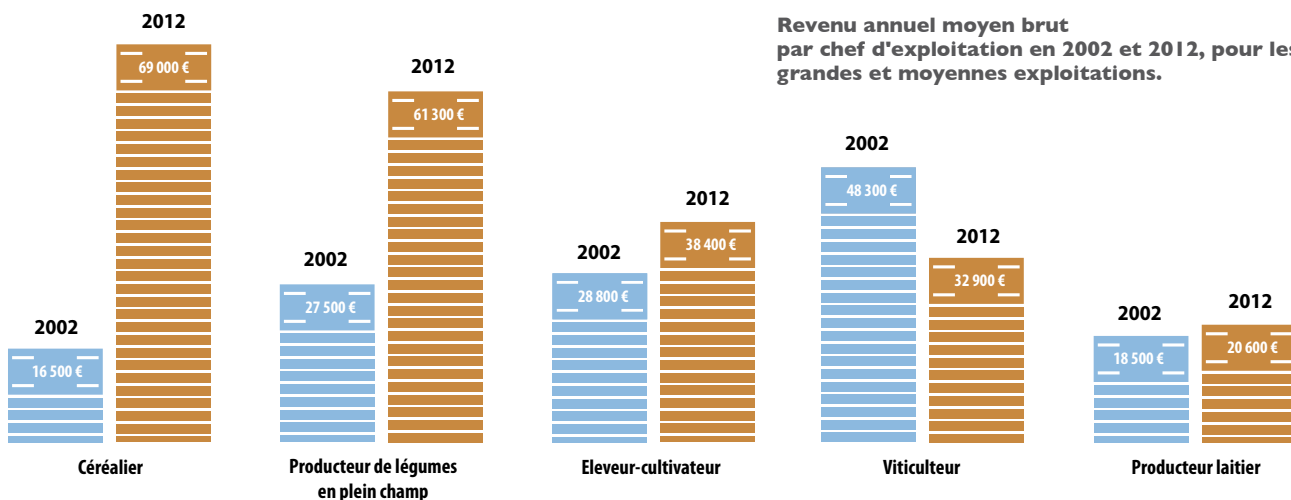
3 548 exploitations



Affaires que de rentabilité

Le revenu des céréaliers explose en 2012

Revenu annuel moyen brut par chef d'exploitation en 2002 et 2012, pour les grandes et moyennes exploitations.



172

144

102

83

65

49

11

Polyculture et polyélevage

65 054 ha

1545 exploitations



Bovins laitiers ou à viande

66 521 ha

967 exploitations



Grandes cultures (choux, betteraves, etc)

26 197 ha

582 exploitations



Volailles

3 415 ha

75 exploitations



Fruits et légumes

6 713 ha

137 exploitations



Caprins et ovins

10 418 ha

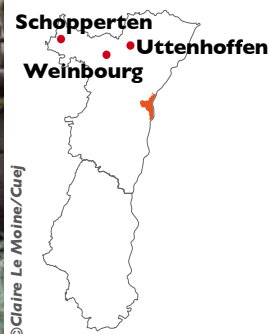
509 exploitations



©Margaux Velikonja et Anthime Verdier/Cuej - Source : Agreste - chiffres pour l'Alsace en 2012



Guillaume Zimmermann produit à Weinbourg 3 10 000 litres de lait par an, soit le double de l'ancien exploitant.



Guillaume Zimmermann, à moitié patron

A 26 ans, Guillaume Zimmermann est le seul producteur laitier de Weinbourg, dans les Vosges du Nord. Le jeune agriculteur, fils de menuisier, a repris en octobre 2010 la ferme d'un exploitant à la retraite, chez qui il venait bricoler adolescent.

Guillaume Zimmermann n'a pas eu trop de difficulté à trouver une exploitation de vaches allaitantes : « Il y a de moins en moins d'élevages, donc c'est plus facile d'avoir des terres. C'est différent en céréales, dès qu'un terrain se libère, tout le monde est dessus ! »

Pour racheter la ferme, il a créé une société : une exploitation agricole à responsabilité limitée (EARL). Il possède aujourd'hui 51% des parts. L'ancien exploitant a le reste et continue à travailler avec lui. Autre avantage : grâce à ce statut, Guillaume pourra s'associer plus facilement à un autre agriculteur. « Si j'avais dû racheter toute l'exploitation d'un coup, la chambre d'agriculture aurait refusé mon installation parce que je n'aurais plus eu d'argent pour investir ensuite. »

La chambre d'agriculture incite les jeunes installés à se moderniser et investir pour que l'affaire tienne au moins dix ans. Guillaume a doublé la production de lait et construit une nouvelle étable pour les jeunes vaches. A la banque, le total de ses prêts s'élève à près de 250 000 euros. Il a reçu une dotation jeune agriculteur (DJA) de 18 000 euros qu'il garde soigneusement en cas de coup dur.

Avec 130 vaches et 100 hectares de prés, le jeune agriculteur travaille d'arrache-pied depuis trois ans. « Je me suis installé un peu jeune peut-être. Tu déchantes vite. La dernière fois que j'étais en vacances, c'était en 2010, et depuis je n'ai plus aucun dimanche, déplore-t-il. Mais je m'y attendais, c'est un choix. »

Régis Ruch s'est lancé dans l'élevage à Uttenhoffen en 2005. Depuis deux ans, il ne passe plus par les abattoirs et fait de la vente directe.



© Claire Le Moine/Cuej

Charles Durant, un pari audacieux

Avec un ancien local de chauffagiste au milieu de deux hectares, on peut réussir à monter une exploitation agricole viable. Mais pour cela, il faut être malin. Charles Durant l'est.

Voilà un peu plus d'un an que le jeune homme de 26 ans a quitté la mine et la ferme familiale en Meurthe-et-Moselle pour se lancer dans le porc et le poulet bio.

En plaine, lorsqu'un terrain est à vendre, c'est la guerre au village pour l'acquérir. Pourtant, cette petite parcelle de Schopperten, près de Sarre-Union, personne n'en voulait. Trop petite, avec un bâtiment gênant en plein milieu. Après quelques mois de recherches, Charles Durant achète. « *On m'a laissé cette surface en me disant "démérde-toi !" Mais au bout d'un an, les gens du coin voient que ça tient la route. Et finalement on s'entraide.* »

Grâce à un bel apport, l'éleveur n'a pas eu de mal à obtenir le prêt à la banque. « *Le projet n'a pas été très compliqué à monter* », assure-t-il. Il avait une idée fixe en tête : « *Maîtriser les résultats et leurs techniques.* » Il élève, découpe, transforme et vend ses produits.

Pour rentabiliser l'activité, il a acquis une camionnette et se lance dans la livraison à domicile les samedis. Le but est de faire travailler sa femme, ancienne gérante d'entreprise cosmétique, dans la commercialisation des productions et d'embaucher un boucher.

Textes de
Patxi Berhouet
et Claire Le Moine



© Claire Le Moine/Carej

Charles Durant a créé la ferme du Vieux-Poirier en 2013. Il possède aujourd'hui 120 porcs et 1000 poulets.

DJA, le coup de pouce pour démarrer

La dotation jeune agriculteur est une aide à la trésorerie destinée à soutenir une reprise ou une création d'exploitation agricole.

De 2000 à 2010, un jeune installé sur cinq en a bénéficié en Alsace. Accordée sous conditions (être âgé de moins de 40 ans, être diplômé, etc.), elle concerne aussi bien le jeune exploitant à titre principal que celui à titre secondaire quelle que soit la forme d'installation (individuelle ou sociétaire).

Le montant de l'aide varie entre 8000 et 35 900 euros, selon la zone et l'exploitation.

En plaine, les aides sont moins importantes qu'en zone défavorisée (en hauteur et

avec une moins bonne terre) ou qu'en zone de montagne. La somme versée progresse également en fonction du montant du revenu prévisionnel et de la part tirée des activités de production agricole en cas de pluriactivité. La DJA prend également en compte les difficultés à s'installer rencontrées par le candidat lors d'une reprise hors cadre familial, ainsi que des critères d'appréciation adaptés aux spécificités de l'économie agricole locale.

Enfin, le candidat doit s'engager à réaliser un suivi économique, technique et financier, sinon il devra rembourser la somme.

Régis Ruch, les nerfs solides

On a beau vouloir être agriculteur depuis tout petit, avoir « *toujours cotoyé l'univers agricole* », comme l'explique Régis Ruch, il faut parfois avoir les nerfs solides.

Après quelques années de salariat dans l'agriculture, à 26 ans, il se lance. Le 1^{er} avril 2005, il achète une ferme à Uttenhoffen. Il aurait préféré des vaches, mais il a dû se mettre aux ovins. « *Je n'avais jamais élevé de moutons, mais quand on veut vraiment une ferme, on n'a pas trop le choix.* »

De son installation, Régis Ruch ne retient pas les problèmes financiers, mais plutôt la pression sociale qu'il a subie. « *Je suis un Alsacien pure souche, mais je ne viens pas du village. J'étais considéré comme un étranger* », précise-t-il, estimant que la situation n'a pas beaucoup évolué malgré ses tentatives d'intégration dans le village.

Régis Ruch se débrouille seul. Pour remplacer la moitié de son cheptel mort d'une maladie quelques temps après ses débuts, il a dû racheter quelques centaines de brebis. Mais elles n'ont pas donné autant d'agneaux qu'il espérait.

« *Si j'avais eu un père ou un proche pour me conseiller, je n'aurais peut-être pas fait cette erreur* », regrette-t-il. Malgré tout, en dix ans, il a réussi à doubler son exploitation. Même deux incendies ne l'ont pas empêché d'être aujourd'hui à la tête de 600 moutons.

Au quotidien, ne pas être fils d'agriculteur est un handicap. « *Regardez, ma cour n'est pas très propre, je n'ai pas d'oncle qui peut me la nettoyer, comme d'autres* », ajoute l'éleveur. Mais il la nuance : sa famille l'a aidé à construire la bergerie et sa maison attenante.



La boîte à transmission

À quelques années de la retraite, Christian Kletty, un exploitant d'Aubure, a choisi de léguer sa ferme par l'intermédiaire de l'association Terre de liens.

Ca fait trente-cinq ans que je travaille tous les jours. » Dans un coin de l'étable, Christian Kletty s'affaire à l'arrière du tracteur. A 60 ans, il incarne la troisième génération d'exploitants de la ferme du Brézouard, à Aubure (Haut-Rhin). Une petite exploitation laitière, perchée à 820 mètres d'altitude, qu'il a peu à peu développée.

Mais à quelques années de la retraite, il prépare la transmission de ses terres. « Je n'ai pas envie de garder le bâtiment. Je veux que mon travail soit perpétué. » La transmission a longtemps été compromise, ses fils ne souhaitant pas reprendre l'exploitation familiale. Jusqu'à sa rencontre voilà trois ans avec Jean-Philippe Duhail, de 31 ans son cadet qui cherche à s'installer. Les deux hommes commencent alors à parler de la reprise de la ferme.

Une démarche paysanne

Le jeune homme est tout de suite tombé « amoureux de la montagne », sourit-il, fourche à la main. Après un DUT et une licence professionnelle en agriculture, des stages en culture intensive et en ferme pédagogique, ce natif de Mulhouse dit avoir trouvé sa place au Brézouard. Mais pas facile pour un non-fils d'agriculteur d'accéder à une terre : « Il me faudrait cinquante ans pour payer l'exploitation alors que ma carrière ne sera certainement pas aussi longue. »

Les deux hommes ont ainsi fait appel à l'association Terre de liens (lire ci-dessous) qui sera propriétaire des terres et du bâtiment d'exploitation. Le duo s'est par ailleurs associé en Gaec en 2013. « Terre de liens s'inscrit dans une démarche paysanne, raconte Christian Kletty, protégé du soleil de mars par une casquette élimée. *Ce que je voulais, c'est garder les terres à l'agriculture, sortir de la spéculation foncière.* » Une vision de la paysannerie que partage Jean-Philippe Duhail. Ses considérations sont également matérielles : locataire de l'exploitation, il profite « de la clientèle déjà constituée et des bonnes relations - comme des mauvaises ».

Un compromis à trouver

La transition entre les deux hommes s'est enclenchée rapidement, « peut-être trop vite », juge avec du recul Jean-Philippe Duhail, qui ne s'attendait pas à autant de liberté. Dès son arrivée, le trentenaire a pris en charge l'élevage, les travaux extérieurs et la confection des fromages. Christian Kletty en a profité pour lever le pied, en se concentrant sur la vente des produits. Mais aussi pour entreprendre des petits travaux, comme planter quelques arbres fruitiers, l'un des derniers aménagements sous sa direction. L'arboriculture est l'une des pistes évoquées par Jean-Philippe Duhail pour diversifier l'exploitation. Dans les faits, c'est donc le jeune



© Renaud Toussaint/Cuej

Jean-Philippe Duhail (sur la remorque) et Christian Kletty (au sol) se sont associés en 2013.



agriculteur qui donne désormais à la ferme du Brézouard la direction à suivre. « Christian ne m'a pas mis beaucoup de freins, mais c'est aussi parce que j'ai toujours amené mes idées en essayant de les présenter à sa sauce. » Le repreneur envisage de faire appel à un salarié pour le seconder, un projet qui rend perplexes son ancien parrain, habitué toute sa vie à travailler sans aucune aide. « Je suis juste là pour guider, explique le sexagénaire. Je ne me suis jamais senti d'imposer à Jean-Philippe de faire quelque chose que je jugeais juste. »

Mais pour Christian Kletty, pas toujours facile de voir évoluer, sans lui, son exploitation. « Le transmetteur est celui qui a mis quelque chose en place, qui laisse une empreinte que le repreneur

Pour maintenir un savoir-faire

L'antenne alsacienne de l'association Terre de liens a été fondée en 2009 sur un double constat régional : la difficulté de s'installer hors cadre familial, et l'absence de repreneur dans certaines installations biologiques. Objectif : conserver ces terres et maintenir un savoir-faire, tout en accompagnant les projets de cession ou de recherche d'exploitation.

Pour cela, l'association rachète le foncier au nom de plusieurs acteurs : riverains de la ferme, consommateurs, voire militants qui investissent dans cette reprise sous forme d'une épargne solidaire, un placement non rémunéré. 50% du financement sont ainsi issus de souscriptions locales, le reste provenant d'épargnants régionaux et nationaux.

Le foncier est ensuite loué au fermier à un prix plus avantageux que le marché, et qui varie selon les caractéristiques de l'exploitation.

doit accepter », considère l'ancien agriculteur. Mais Christian Kletty a décidé de laisser le champ libre à son repreneur, se gardant de tout reproche ou critique. Trop souvent dira même son entourage. La transmission serait finalement un compromis tacite à trouver. « Les jeunes en arrivant, c'est dans leur nature, ont envie de tout casser. Si j'étais jeune, je ferais pareil. Il faut trouver un équilibre entre ce qui a été fait et ce qu'on veut faire. »

Car l'un comme l'autre ont bien conscience de la différence dans

leurs habitudes de travail. Et ils l'ont acceptée. « C'est plus facile de vivre avec quelqu'un que de travailler avec lui. Chacun voit ce que fait l'autre. S'il va voir les vaches que je viens de nourrir [avec du foin], je suis sûr qu'il va passer le balai. J'estime que ce n'est pas nécessaire. Mais il n'aura pas forcément lavé ses bottes, chose que je fais », blague Jean-Philippe Duhail.

Une situation transitoire

Les deux hommes travaillent rarement ensemble. « On sait que

tous les deux, c'est limité, confie le jeune homme. On n'a pas envie de se gâcher le temps qui reste. » D'autant que la transmission n'est pas encore finie. Le rachat de la ferme par Terre de liens n'interviendra qu'en juin prochain, avec un an de retard. Ils ne souhaitent pas non plus hypothéquer leurs relations futures. Christian Kletty conservera l'habitation, à quelques mètres à peine de l'exploitation, et un œil sur son évolution.

**Guillaume Jacquot
Renaud Toussaint**

80

c'est le nombre de familles locales qui participent au rachat de la ferme du Brézouard, 50% du capital foncier.

Pierre Bernhard, la terre promise

Après avoir passé des diplômes de commerce, le Castinétain a repris l'exploitation de ses parents. Abandonnant sa carrière de cadre parisien.

Pour tous les agriculteurs, c'est un espoir secret qu'un de ses enfants reprenne l'exploitation familiale. » Cet espoir, il était mince pour Céline Reibel, propriétaire d'un domaine viticole à Châtenois. Ses deux fils, Eric et Pierre Bernhard, vivaient leur vie bien loin de l'exploitation familiale, quand s'est posée la question de la succession, au tournant des années 2000.

C'est Eric, ingénieur dans l'automobile, qui met le sujet sur la table. « J'ai convoqué une sorte de conseil de famille exceptionnel », se rappelle-t-il. A l'ordre du jour : la possibilité qu'un des deux fils reprenne l'exploitation après l'arrêt de leur mère. C'est acté, ce sera Pierre, qui est alors cadre à Paris : « Il a une manière de goûter et décrire les vins que moi je n'ai jamais eue », remarque Eric.

De la vente à la logistique

Pour Pierre, c'est l'opportunité de concrétiser la « petite idée derrière la tête » qu'il avait depuis sa jeunesse. Une « petite flamme » qu'un itinéraire professionnel tracé à mille lieues des vignes a failli éteindre. A l'époque où son frère pose la question de la succession du domaine, Pierre Bernhard travaille pour Federal Mogul, un groupe américain d'équipement automobile. Après avoir été directeur des ventes pour le grand Est puis pour les grandes surfaces sur toute la France, il est nommé directeur logistique. L'emploi du temps chargé, les responsabilités et la vie parisienne ne lui laissent que peu de temps pour penser au devenir de l'exploitation de sa mère. Malgré tout, il revient parfois aider dans les vignes : « Je prenais une semaine de vacances pendant les vendanges pour donner un coup de main. » Comme au temps de sa jeunesse, quand il travaillait dans les vignes, « pendant que les copains allaient à la piscine ».

Le vin s'est toujours taillé une part de son emploi du temps, même pendant ses études : un bac S, un DUT Informatique, l'IECS, une école de commerce Stras-



Depuis 2009, Pierre Bernhard est seul à la tête de l'exploitation.

bourgeoise. « Mes parents nous disaient d'aller le plus loin possible dans une filière généraliste », dit-il. « On voulait qu'ils aient une bonne culture générale », précise sa mère. Pierre Bernhard passe son temps libre sur les pistes d'athlétisme et leur sautoir. Détenteur du record d'Alsace de saut en hauteur, il frôle une qualification aux JO de Barcelone en 1992.

« On a des visions un peu différentes »

Entre les entraînements et les cours de marketing, l'étudiant trouve le temps de se rendre au club d'œnologie de l'école et, chemin faisant, continue de capitaliser sur son environnement viticole. Son année Erasmus, il la passe à Trèves, en Allemagne, « une ville viticole » précise-t-il. Il s'y inscrit dans un laboratoire d'œnologie. A son retour, son mémoire s'intitule : « Comparaison de l'approche marketing du vin entre l'Alsace et la Moselle allemande. »

Cette réflexion, il l'a menée loin du cercle familial. Et les méthodes qu'il en a déduites ne sont pas toujours raccord avec celles de sa mère. « On a des visions un peu différentes », remarque cette dernière. Malgré les conflits générationnels, Pierre et sa mère ont collaboré sept ans à la tête de l'exploitation avant que Pierre ne prenne définitivement son envol en 2009.

Maxime Mainguet



Plus âgés, moins nom

Il faut de moins en moins d'actifs pour produire dans l'agriculture. Recensement après recensement, l'Alsace montre qu'elle n'est pas épargnée par ce phénomène national.

Entre 1988 et 2000, le volume de travail décline dans l'ensemble des cantons. Les reculs sont particulièrement marqués dans le nord du Bas-Rhin.

Dans un couloir nord-sud s'étendant du canton de Barr au canton de Cernay, le recul est moins prononcé : l'essentiel du vignoble alsacien, nécessitant beaucoup de main-d'œuvre, s'y trouve.

Dans les dix années qui ont suivi, la baisse de la masse de travail s'est poursuivie dans quatre cantons sur cinq, mais à un rythme moins soutenu. Le rythme de cessation ou de

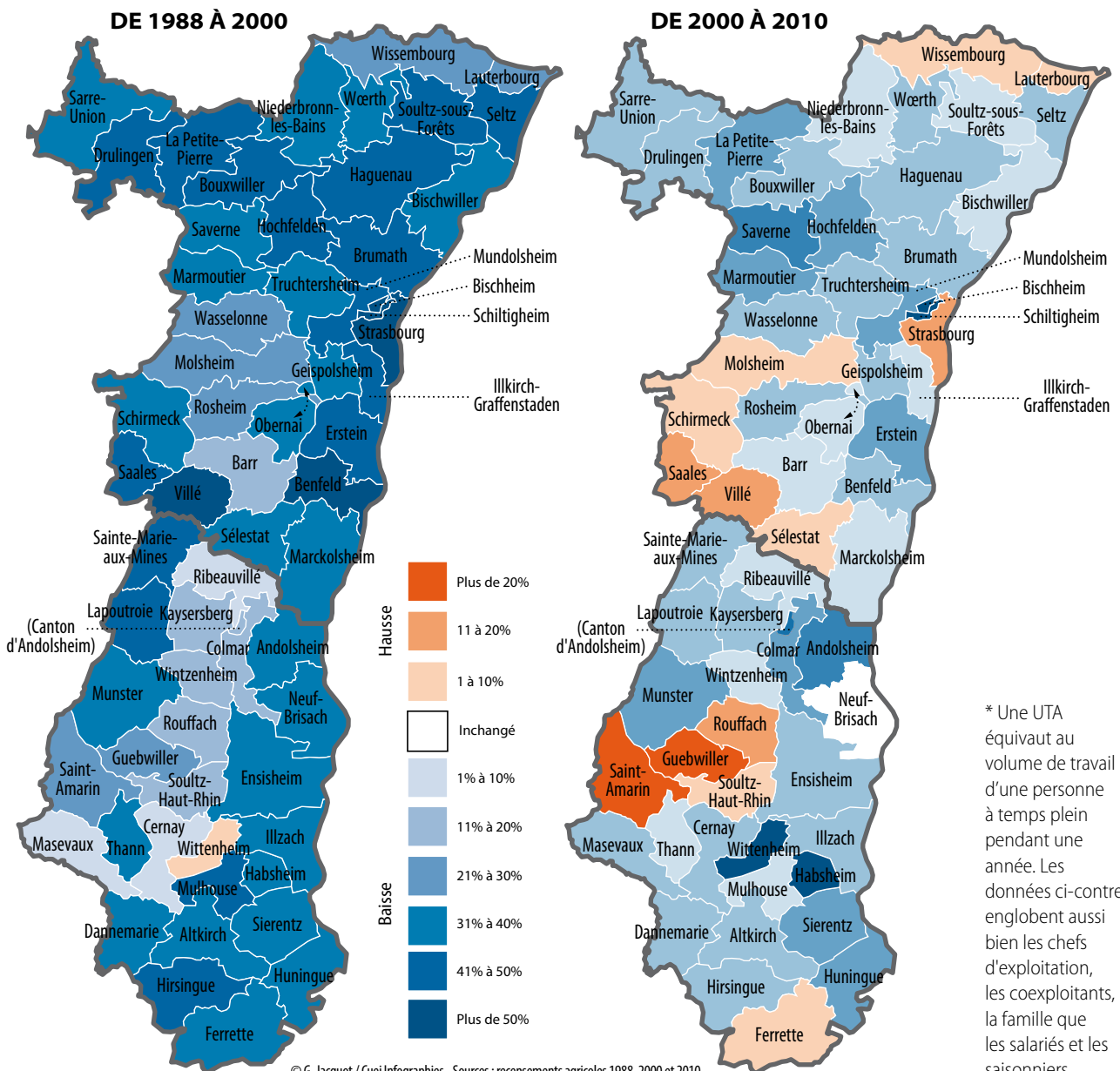
concentration des exploitations s'est lui aussi ralenti.

Un retournement s'opère même dans un canton sur cinq. Certains, comme Guebwiller ou Rouffach, sont localisés dans le piémont (vigne). Pour d'autres, notamment en montagne (Saales, Villé, Saint-Amarin), ces hausses sont à relativiser en raison du peu d'actifs présents.

Guillaume Jacquot

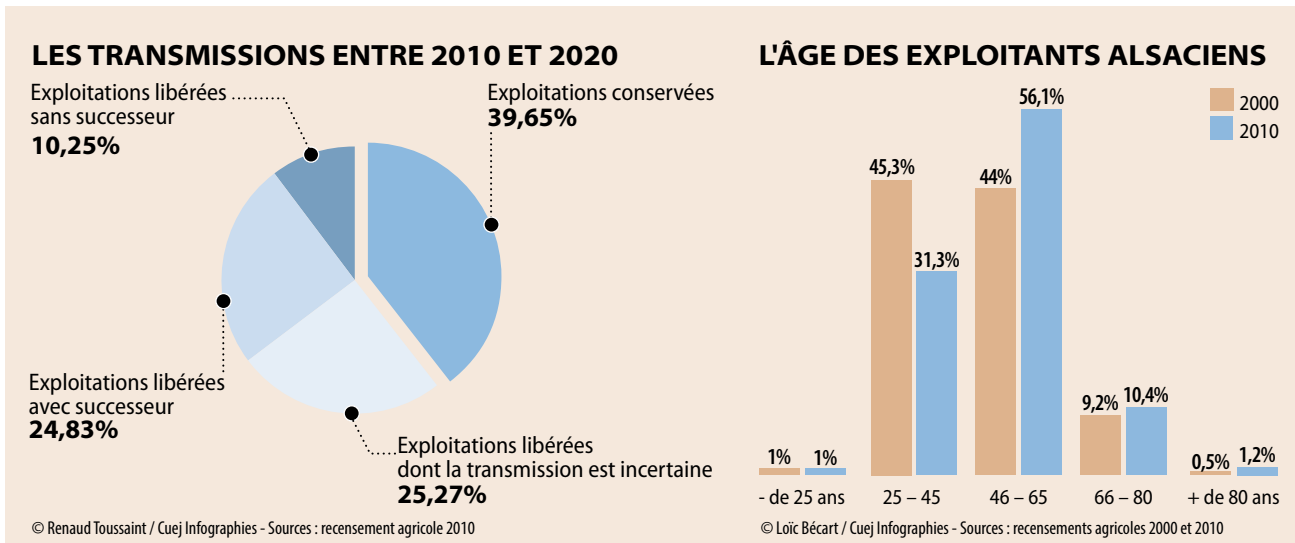
ÉVOLUTION DU VOLUME DE TRAVAIL AGRICOLE

► Variation en pourcentage des unités de temps de travail (UTA) * dans chaque canton



* Une UTA équivaut au volume de travail d'une personne à temps plein pendant une année. Les données ci-contre englobent aussi bien les chefs d'exploitation, les coexploitants, la famille que les salariés et les saisonniers.

breux, plus productifs



Six exploitations sur dix libérées d'ici 2020

14 715

c'est le nombre de chefs d'exploitation en Alsace en 2010. Ils étaient 17 117 dix ans plus tôt (recensements agricoles).

Les chefs d'exploitation et coexploitants alsaciens sont vieillissants. En 2000, leur moyenne d'âge était de 47 ans et dix mois. Une décennie plus tard, elle atteint 51 ans, soit un peu plus que la moyenne nationale des agriculteurs (50,3 ans).

Parmi les baisses spectaculaires, celle des moins de 45 ans : ils étaient 4328 en 2010, contre 7387 en 2000, alors que le taux

des 46-65 ans a augmenté de 12,1 points. Plus anecdotique mais pas moins symptomatique, 1,2% des exploitants agricoles ont plus de 80 ans en 2010.

Ainsi, les chefs de 7251 des 12 000 exploitations alsaciennes partiront à la retraite d'ici 2020. Cela correspond à 23% de la surface agricole utile régionale, soit 76 400 hectares, qui va ainsi être libérée.

Seules 3000 exploitations ont un successeur désigné. Pour un quart

d'entre elles, la suite est incertaine.

Près de 1200 fermes n'ont aucun successeur connu et les terres risquent d'être absorbées par d'autres exploitations, contribuant ainsi à la concentration des terres. Voire, selon les plans locaux d'urbanisme, être reconverties en zones d'aménagement concerté ou habitations.

Loïc Bécart et Renaud Toussaint

Les saisonniers, une variable d'ajustement

Impossible d'établir un profil-type du travailleur saisonnier. Il s'agit essentiellement de jeunes, de chômeurs, voire de retraités, de plus en plus nombreux selon Simone Kieffer, chargée de mission à l'association Viticulteurs d'Alsace : « Les retraites n'augmentent pas beaucoup, ils cherchent à combler leurs fins de mois. »

Si le travail saisonnier est souvent associé au travail au noir, Jean-Yves Gnylec, directeur de l'inspection du travail agricole du Bas-Rhin, affirme que l'Alsace est plutôt préservée : « On ne comptabilise qu'une dizaine d'infractions par

an. Des sous-déclarations très vite régularisées. D'autant qu'avec la loi actuelle, il est très intéressant de recruter un saisonnier. Le patron n'a presque plus de charges à payer. »

En terme de recrutement, le travail saisonnier fonctionne en vase clos. L'association régionale pour l'emploi et la formation des agriculteurs ou Pôle emploi ne proposent presque jamais d'offres et les agriculteurs n'y font pas appel. « Nous-mêmes participons au bouche à oreille », confie Simone Kieffer. De manière générale, il n'y a pas de problème pour recruter des saisonniers contrairement au

reste des activités agricoles, plus régulières et plus qualifiées, qui souffrent d'un manque de main-d'œuvre.

Mis bout à bout, le travail saisonnier s'étend sur neuf mois, soit 22% du volume de travail total. « Les exploitants ne peuvent pas employer que des salariés réguliers du fait de la spécialisation et de la flexibilité que demande l'agriculture », explique Jean-Yves Gnylec. Pour les asperges, des travailleurs sont appelés pour quelques jours seulement. »

Loïc Le Clerc et Gabriel Nedelec

33 500

c'est le nombre de saisonniers travaillant dans l'agriculture alsacienne.

Bio, le modèle allemand s'essouffle

Malgré une demande toujours croissante, des agriculteurs renoncent au bio, jugé trop contraignant. Friedbert Schill, lui, persiste mais doit faire des concessions.

Le tracteur de Friedbert Schill est garé devant sa taverne. Une vingtaine de personnes sont venues déguster ses salades de pommes de terre et ses eaux-de-vie maison. C'est le printemps, et l'agriculteur vient de rouvrir son établissement saisonnier, situé à quelques kilomètres de Fribourg.

Pourtant, ce n'est pas de gaieté de cœur que Friedbert Schill a décidé d'accueillir des hôtes chaque soir après le travail aux champs : « C'est pour mieux m'en sortir, explique le sexagénaire, converti à la culture biologique depuis les années 1980. Le problème principal du bio aujourd'hui, c'est sa rentabilité. »

Si la demande de nourriture bio en Allemagne ne cesse d'augmenter, le nombre d'exploitations et la surface d'agriculture écologique s'essoufflent, avec une croissance de 2% en moyenne en 2013. Déjà 3% des agriculteurs écologiques allemands, soit 415 exploitations, ont abandonné la culture biologique en 2013 et se sont reconvertis dans l'agriculture traditionnelle, selon une étude de l'Institut de recherche agricole Thünen. Près de 200 exploitations ont fermé.

Des réglementations exigeantes

Friedbert Schill a décidé de ne pas renoncer. « C'est ma passion », se justifie-t-il. L'agriculteur a pris la succession de l'exploitation céréalière et de l'élevage de poules de son père en 1980. Il a décidé de transformer la ferme en culture biologique pour être plus indépendant : « Par exemple, je n'ai pas besoin d'engrais. » Il en connaît aussi les inconvénients. L'agriculteur bio doit laisser ses champs se re-



Friedbert Schill dans sa taverne à March, en Allemagne. Une activité qui lui assure des revenus complémentaires l'été.

poser pendant toute une saison, quand ses collègues gagnent du temps en utilisant des produits chimiques. Avec pour conséquences des rendements plus faibles, qu'il faut compenser par de plus grandes surfaces de terres cultivables.

Pas de repreneur

Friedbert Schill est aussi confronté aux réglementations qui garantissent la qualité des produits bio. En 2000, l'agriculteur a dû abandonner son élevage de 2500 poules. « Je n'avais ni la place ni les moyens de suivre les nouvelles normes de construction des poulaillers en extérieur », explique-t-il. Plus récemment, les éleveurs de bovins allemands ont souffert de l'obligation d'investir dans un parc laissant plus de liberté aux bovins. Si les conditions imposées exigent un investissement financier, celui-ci n'est pas toujours compensé par le prix des produits. « On veut emprunter

ce chemin d'exploitation parce qu'on y tient, mais en même temps il faut pouvoir en vivre », résume Friedbert Schill.

Martin Weiler, conseiller de l'association biologique Bioland, confirme : « Il y a quelques années, le bio était attractif par rapport aux revenus de l'agriculture conventionnelle. Aujourd'hui, c'est l'inverse. » Quant aux paysans qui ont transformé leurs fermes en bio par conviction pendant le boom des années 1980, beaucoup partent aujourd'hui à la retraite sans avoir de repreneur.

Du soja polonais

Pour soutenir les exploitations biologiques au Bade-Wurtemberg, le gouvernement du Land, composé des sociaux-démocrates et des Verts, a présenté un plan d'actions qui vise à augmenter les subventions au secteur. En 2012, les Allemands ont acheté pour 7

milliards d'euros de nourriture biologique – plus que tout autre pays européen. Ces dépenses ont augmenté de 7,2% en 2013. Faute de pouvoir répondre à la demande croissante, une grande partie des aliments bio est importée, notamment des pays de l'Est. Chargé par le plus grand fabricant européen de tofu bio-

logique, Taifun, de trouver des agriculteurs qui lui livrent du soja, Fabian Von Beesten dîne dans la taverne de Friedbert Schill, l'un de ses fournisseurs. Selon Fabian Von Beesten, seules 25% des graines de soja utilisées par le producteur badois viennent d'Allemagne. Tandis que le modèle allemand s'es-souffle, d'autres pays misent

de plus en plus sur l'agriculture biologique. La Pologne, la Lituanie ou la Lettonie par exemple ont multiplié par quatre leurs surfaces d'exploitations depuis 2004. Elles exportent une grande partie de leurs produits et pourraient devenir les nouveaux géants du bio.

**Verena Hölzl
et Judith Kormann**

L'agriculture en actions

Pour 500 euros, le consommateur allemand peut investir dans une exploitation.

L'économie régionale et l'agriculture solidaire sont à la mode des deux côtés du Rhin. Mais alors que dans le pays de Bade, la société par actions Regionalwert (« valeur régionale » en français) a rassemblé deux millions d'euros auprès des citoyens pour développer l'agriculture biologique, Arsène Bingert fait figure de pionnier en Alsace. Associer les consommateurs au développement de l'agriculture régionale et biologique : une idée à la fois simple et futée. « *Les Alsaciens me croient fou* », remarque Arsène Bingert, paysan à Erstein, qui vend des parts de sa ferme aux citoyens. Il a été inspiré par le modèle allemand de Regionalwert. Son créateur, Christian Hiss, primé par Angela Merkel en 2011, a transformé sa ferme en société par actions, où les actionnaires sont les consommateurs.

Deux millions d'euros investis

Depuis 2006, pour 500 euros, tout le monde peut devenir détenteur d'une part de la société Regionalwert. Pour les actionnaires, le gain pour l'instant n'est que virtuel. « *Mais ça va changer dans moins de dix ans* », assure Christian Hiss. Avec ses 500 actionnaires, dont la plupart sont des citadins fribourgeois, le quinquagénaire a rassemblé deux millions d'euros. La somme moyenne investie est de 4500 euros. Regionalwert finance actuellement sept intervenants dans



Au supermarché bio, les actionnaires de Regionalwert achètent les produits dans lesquels ils ont investi.

tout le circuit agroalimentaire : restauration, distribution, transformation des aliments et production.

Se substituer aux banques

Joel Siegel par exemple, jeune agriculteur allemand, a repris une exploitation de fruits dans le Brisgau et l'a transformée en bio. Les banques ne voulant pas lui prêter d'argent, Regionalwert est venue à sa rescousse. « *Ce sont effectivement les citoyens qui l'ont aidé à monter sa ferme biologique, à travers le*

financement de Regionalwert », confirme Christian Hiss. Les actionnaires y gagnent des fruits sans pesticides et une petite ferme en plus. L'avantage de l'agriculteur : il a très vite accès à la distribution par le réseau de Regionalwert. Beaucoup d'agriculteurs bio, qui ont transformé leurs fermes pendant le boom des années 1980, sont aujourd'hui prêts à partir en retraite.

Les jeunes ne veulent ou ne peuvent pas reprendre leurs exploitations. « *Il faut qu'on se détache de la culture de la*

4500 €
c'est la somme moyenne investie par les consommateurs.

>>>

>>> *succession familiale* », affirme Christian Hiss, lui-même fils d'agriculteur.

Une « carotte » pour les Français

De l'autre côté de la frontière, les enjeux sont les mêmes. Depuis des années, Arsène Bingert, agriculteur à Erstein, en Alsace, cherchait un repreneur. Le paysan de 63 ans comptait sur l'aide de Terre de liens (*lire page 12*) pour transmettre son exploitation : « *Mais toutes les directives venaient de Paris. Et là-bas, on ne connaît pas notre situation en région.* » Sur le modèle de Regionalwert, il a lancé un appel de fonds en décembre dernier. Une dizaine de citoyens ont déjà acheté une ou plusieurs parts de 200 euros dans sa ferme. La somme totale -10 000 euros- est bloquée dans son exploitation pendant six ans. Mais pour la moderniser et attirer plus facilement un repreneur, il a besoin de 300 000 euros. Un long chemin.

Il propose 2% de dividendes aux investisseurs. « *Une carotte qu'on leur donne, parce que les Français adhèrent moins à la culture biologique que les Allemands.* »

Aujourd'hui, Christian Hiss ex-

porte son idée dans toute l'Europe. Le Badois va se rendre dans le nord de l'Allemagne, puis en Bulgarie. Regionalwert est désormais connue des Fri-bourgeois, sans effort particulier de publicité. L'entrepreneur vise plus loin. Cette année, il veut augmenter le capital de deux à trois millions d'euros et passe à l'offensive : « *Il n'y a pas de limite en taille de projet. Nous sommes des pionniers.* » Des pionniers comme Arsène Bingert, paysan solitaire en Alsace.

Verena Hölzl



Le verger de Joel Siegel est financé en partie par Regionalwert.

Les Carrier, tombés dans les pommes

Ils ne voulaient qu'un petit verger familial. Aujourd'hui, ils produisent 10 000 à 12 000 litres de jus de pomme et parcourent les salons bio.



Une simple envie de pommes... et voilà Arlette et Gérard Carrier avec dix tonnes de fruits. « *On voulait juste quelques pommes pour manger à la maison, on a vu ce verger... On ne s'est pas rendu compte* », rigole Arlette Carrier. La vente au kilo ne rapporte rien, les ateliers associatifs sont réservés aux petites productions. Alors, le couple de Voelleringen, qui n'y connaît rien en agriculture, se lance. Il achète des pressoirs, acquiert une grange pour les entreposer. Mais la grange, « *avec ses marches, n'était pas du tout pratique pour transporter les cageots* », note Arlette. Le couple vend le local, achète une maison, la loue en gîte et entrepose le matériel dans la cave. Les Vergers d'Arlette et sa production de jus de pommes bio étaient nés. Leurs débuts d'agriculteurs sont balbutiants, entre utilisation d'une presse à raisins manuelle et petite

tondeuse pour couper l'herbe des six hectares de terrain. Le couple se renseigne, écoute « *les anciens* », farfouille sur internet, tout en achetant cuves, presse à paquet ou encore alambic. Et tout ceci alors que Gérard Carrier continue son travail de comptable.

Presque dix ans après l'achat du verger, la petite exploitation familiale produit aujourd'hui 10 000 à 12 000 litres de jus de pommes bio par an, a diversifié ses produits (bière, eau-de-vie...), a des contrats avec quelques restaurants et coopératives biologiques, et parcourt les salons bios. Même si le métier est parfois « *fatigant et stressant* », comme l'admet Arlette Carrier, le couple ne décrochera pas de sitôt. « *Quand on est dans le verger, on a l'impression d'être en vacances !* »

Florence Stollesteiner



© François Delencre/Cuej

L'Ilot de la Meinau, ferme urbaine de 3,5 hectares, est considéré comme un « projet modèle » par la CUS.

Quand ils cultivent en ville

L'Ilot de la Meinau, première ferme urbaine de Strasbourg, veut devenir un modèle de cohabitation entre agriculture et ville, une manière de résister à la réduction des terres agricoles.

Derrière des plants de rhubarbe, de fraises et d'asperges, l'autoroute est toute proche. « *On a la parcelle la plus proche de la cathédrale* », lance fièrement Daniel Hoerlé, à l'origine de la création de l'Ilot de la Meinau. Cet exploitant céréalier à Ostwald gère désormais, avec son frère Jean-Nicolas et Geoffrey Andna, la première ferme urbaine de la capitale alsacienne. Installé depuis un an sur un terrain de 11 hectares, l'Ilot de la Meinau livrera ses premiers produits mi-avril. Geoffrey Andna, 26 ans, s'occupe du maraîchage sur les 3,5 hectares de l'Ilot.

Cultiver en milieu urbain offre plusieurs avantages. « *Il y a un microclimat qui donne quelques degrés de plus. Le gel est moins rapide, on gagne cinq ou six jours sur les récoltes, ce qui est énorme* », détaille Geoffrey Andna. Autre avantage, la forte densité de population aux alentours, qui favorise la vente en direct. « *On est placés à un endroit stratégique* », résume Daniel Hoerlé. Les contraintes sont plutôt logistiques. Les tracteurs doivent venir quotidiennement de son exploitation à Ostwald, l'isolement de la ferme ne permettant pas de mutualiser l'achat de matériels avec d'autres agriculteurs.

Encouragée par la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS), la

création de l'Ilot de la Meinau est une assurance pour l'avenir, selon ses gérants, qui font face à la réduction de leurs terres ostwaldiennes. Les 1000 logements en construction y grignotent déjà les terres agricoles situées à côté de celles des Hoerlé, et l'expansion va se poursuivre. Un quart des terres qu'ils louent est menacé à moyen terme. « *Rien ne dit qu'un autre projet immobilier ne va pas bientôt fleurir* », explique Daniel Hoerlé.

250 000 euros d'addition

L'investissement en cours pour la création de l'Ilot de la Meinau est plus élevé qu'une ferme dite classique : création de serres pour le stockage du matériel, installation d'un point de vente. L'addition dépasse les 250 000 euros, entièrement financés par les frères Hoerlé. L'aide des collectivités passe par la location du terrain aux gérants et la facilitation de leurs démarches, dans le cadre de la convention de partenariat de la chambre d'agriculture avec la CUS. Signée en 2010, celle-ci a pour but de favoriser l'agriculture de proximité et faire cohabiter au mieux agriculteurs et citadins. Mais la volonté de la CUS se heurte souvent à ses propres projets urbains : le grand contournement ouest et la ZAC de Fegersheim mobilisant régu-

10 400

c'est le nombre d'hectares agricoles sur le territoire de la CUS.

lièrement les agriculteurs contre la disparition des terres.

Des terres en sursis

Anne Frankhauser, responsable de l'agriculture périurbaine à la CUS, l'avoue : « *Ce n'est pas simple d'articuler ces politiques contradictoires. Mais on ne peut pas faire une croix sur les projets urbains.* » 10 400 hectares de terres agricoles sont exploités sur le territoire, mais 2800 sont « à urbaniser », et donc en sursis. « *On cherche à réduire ce chiffre, mais pas au détriment de l'attractivité de l'agglomération* », poursuit-elle. L'insertion d'un volet agricole dans les projets urbains est la solution privilégiée : libérer des terrains pour les agriculteurs déplacés ou les jeunes voulant s'installer. A la Meinau, la CUS cherche à anticiper l'évolution du métier avec ce qu'elle considère comme « un projet modèle » : diversification et adaptation des pratiques culturales. « *Le modèle céréalier des Hoerlé est encore tenable, pour un certain temps* », explique Anne Frankhauser. Ce que confirment les agriculteurs : « *Il faut de plus en plus de surfaces céréalières pour gagner sa vie. D'ici trente ans, peut-être, on n'exploitera plus de céréales si on voit que ce n'est plus rentable* », avance Daniel Hoerlé. Le bail signé avec la Ville assure des récoltes jusqu'en 2023.

François Delencre

602

c'est le nombre d'hectares reclassés en terrain agricole dans le futur Plan local d'urbanisme de la CUS.

Elevés au management

Les jeunes agriculteurs doivent aussi apprendre à être de bons commerciaux et des chefs d'entreprise. Reportage au lycée agricole de Rouffach.

ARouffach, quinze hectares de vignes s'étendent à flanc de colline. Au milieu des rangs, quatre jeunes travaillent, penchés sur les sarments en pousse. Yoann, 17 ans, Jules et Victor, 16 ans, sont chargés du pliage des vignes. Un peu plus loin, Louise, 18 ans, s'attelle à la taille. Tous les quatre sont élèves au lycée agricole de Rouffach.

Si le travail sur les vignes constitue une composante importante de la formation pratique du lycée, ce n'est pas la seule. Le commerce est en effet devenu l'un des grands enjeux actuels de la formation des agriculteurs. « Avant, dans l'agriculture, il suffisait de travailler pour produire, aujourd'hui il faut savoir vendre, valoriser, répondre à la demande, explique Jean-Marc Bentzinger, chef de culture sur le domaine, qui encadre les élèves depuis trente ans. Et pour pouvoir vendre le vin, il faut connaître le sol, les plantes et l'environnement, savoir le présenter correctement et communiquer autour de lui. »

De futurs soutiens pour l'exploitation familiale

« Dans la viticulture notamment, les exploitations produisent beaucoup. Cela demande de développer l'export », renchérit Danièle Utard, responsable du pôle formation de la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (Draaf). Une nouvelle licence Commerce et vins a été créée.

Les jeunes plébiscitent d'ailleurs ces cours. Certains envisagent même d'aller plus loin. Victor, élève en première Stav (Sciences et technologies de l'agronomie et du vivant), aimerait reprendre avec son frère l'exploitation viticole de ses parents : « Après ma formation agricole, je veux faire

une école de commerce international. Ça se développe de plus en plus, le vin français se vend mieux à l'étranger. »

Louise, étudiante en BTS viticulture-œnologie, voit dans cette formation commerciale une possibilité de soutenir ses parents, qui ont une exploitation sur la route des vins, à Blienschwiller : « Je pourrai me charger de la vente et de l'export. »

Certaines exploitations se lancent dans la vente en ligne. Les



Rouffach

Les jeunes sont également formés à la gestion économique et au management. « Les agriculteurs sont de vrais chefs d'entreprise, il est donc indispensable qu'ils soient capables de la gérer », estime Danièle Utard.

S'adapter aux réglementations

D'autant qu'aujourd'hui, l'agriculture elle-même a évolué. Jules, élève de seconde, en est conscient : « Il y a des



Yoann Landherr s'entraîne au pliage des vignes au lycée de Rouffach.

lycéens d'Erstein, par exemple, vendent depuis 2011 une partie de leur production sur internet. Mickael, 16 ans, en seconde professionnelle en production végétale à Rouffach, est conscient de l'importance du web aujourd'hui : « C'est indispensable de nous former à son utilisation. Les agriculteurs peuvent tout faire en ligne : la vente bien sûr, mais aussi les factures, les démarches administratives, les dossiers de la PAC (politique agricole commune, ndlr). »

5 lycées

dispensent une formation agricole en Alsace : Bouxwiller, Erstein, Obernai, Rouffach, Wintzenheim.

changements dans le métier, il y a plus de réglementations, plus de contrôles sur les produits et les vins. Le travail est plus difficile, il y a plus de contraintes qu'avant et on doit s'organiser et changer la manière de gérer la production. » Une évolution que Mickael assume : « Il y a beaucoup plus de paperasse à gérer aujourd'hui, mais ça ne me dérange pas, il faut le faire, on est obligé. »

**Estelle Choteau
et Judith Kormann**



Marta Wach et son fils Pierre, futur repreneur du domaine viticole des Marronniers.

© Gabriel Nedelec / Cujel

La route des vins passe par la Pologne

Depuis son mariage avec un vigneron d'Andlau dans les années 80, Marta Wach développe les relations commerciales avec son pays d'origine.

Un parfum d'Europe de l'est flotte sur le domaine des Marronniers à Andlau. « Là, on marche sur du marbre polonais, s'enthousiasme Marta Wach, la maîtresse de maison. J'ai apporté ma petite touche. »

Les huit hectares de vignes de la famille Wach ont la particularité d'être à moitié polonais. « Quand je suis arrivée en Alsace en 1980, je n'avais aucun rapport avec la culture du vin. Mais quand tu épouses un vigneron, tu épouses aussi un métier. »

Avant 2004, des débuts timides

Pour autant, elle n'oublie pas ses racines. « Dès le début, j'ai essayé de rapprocher notre domaine de la Pologne. Mais avant l'entrée du pays dans l'Union européenne, impossible de faire passer plus de trois bouteilles à la douane. Alors, vous imaginez en envoyer douze à un client ! », se rappelle-t-elle. Malgré ces difficultés, elle essaye de démarcher des restaurants directement en Pologne. « Je me suis d'abord tournée vers des professionnels français ou belges, qui avaient déjà une culture viticole. Mais ils me disaient que c'était trop compliqué. » Marta Wach se contente donc d'envoyer quelques bouteilles à sa famille, originaire de Kielce, dans le sud-est du pays. Selon elle, les Polonais n'avaient pas la culture du vin : « Durant la guerre froide, on trouvait du vin venant du monde entier. Mais on ne savait jamais s'il était bon. En revanche, celui qui réussissait à en importer gagnait beaucoup d'argent. »

« Ils avaient tout à apprendre », résume Pierre, son fils de 23 ans. Aujourd'hui, les mentalités ont changé : « Les Polonais s'intéressent à la vigne, vont à des cours de dégustation, affirme Marta. Ils ont vite compris la différence entre un riesling grand cru et un vin de premier prix. » L'entrée du pays dans l'Union européenne en 2004 signe un tournant : un client privé peut désormais passer la frontière avec 120 litres dans ses bagages. Le Conseil interprofessionnel des vins d'Alsace organise des salons à Varsovie. De son côté, Marta multiplie les dégustations privées et crée un réseau de clients avant de trouver son propre importateur.



Un restaurant alsacien à Varsovie

Malgré elle, Marta devient l'ambassadrice de l'Alsace en Pologne. « Nous faisons partie des dix premiers vignobles à avoir exporté du vin alsacien dans le pays », affirme Pierre, qui doit reprendre le domaine en juin. Aujourd'hui, les Wach envoient environ 8000 bouteilles par an, soit 3% des exportations de vin alsacien vers ce pays, une part qui ne cesse d'augmenter. Le marché polonais est devenu aussi important que le marché russe.

La famille veut aujourd'hui ouvrir une boutique de vins à Varsovie, voire « un petit restaurant de spécialités alsaciennes ». Une nouvelle aventure pour la famille Wach. Un nouveau pont entre les deux pays.

Loïc Le Clerc et Gabriel Nedelec

23%

c'est l'augmentation de l'export de vins alsaciens vers la Pologne entre 2012 et 2013.

Jeunes cadres biodynamiques

Les néoruraux sont de plus en plus nombreux à se tourner vers cette forme d'agriculture reposant sur des principes ésotériques.



©Aurélien Lachaud/Cuej

La corne remplie de bouse de vache fermentée dans le sol durant l'hiver pour être ensuite utilisée comme engrais. Appelée « bouse de corne », c'est l'une des préparations propres à la biodynamie, reposant sur des principes ésotériques. De par son approche mystique plus que scientifique, la biodynamie est controversée. Cette agriculture, très marginale, représente moins de 1% des exploitations françaises. Elle se distingue de la culture biologique par sa prise en considération des forces cosmiques, qui va plus loin que celle du rythme lunaire, et par sa dimension anthroposophique. Ce courant de pensée étudie les végétaux, les animaux, la terre, dans leur dimension spirituelle. La ferme est conçue comme un organisme vivant.

L'Alsace (1% du territoire français) concentre 12,8% des terres certifiées en biodynamie, notamment dans la viticulture, domaine dans lequel la pratique foisonne. « Le gros défi aujourd'hui est d'attirer les jeunes et de remplacer les générations pionnières qui partent à la retraite par de nouveaux arrivants », expose Gauthier Baudoin, coordinateur du Mouvement de l'agriculture biodynamique installée à Colmar. Créée au début des années 1990, la formation professionnelle en biodynamie dispensée par le lycée agricole d'Obernai était jusqu'en 2013 unique en France. Et chaque année, la vingtaine de places offertes est prise d'assaut. Dans le lot, des enfants d'agriculteurs, mais surtout des personnes qui ne viennent pas du milieu paysan. Beaucoup de ces néo-

Etienne Fernex (ici avec son fils) s'est installé à Biederthal au début des années 1990.

ruraux ont suivi d'autres filières avant de choisir cette orientation. « Ce sont souvent des gens qui se cherchent un peu, qui sont sensibles aux problèmes de santé. C'est d'ailleurs l'un des principes de la biodynamie : soigner la terre », souligne Samuel Poisson, coordinateur du brevet d'exploitation agricole adapté à la biodynamie.

Le retour à la terre

A Biederthal, dans le Sundgau, Etienne Fernex reçoit chaque année des stagiaires. « Certains sortent de Khâgne ou Sciences Po. D'autres ont presque fait le tour du monde », décrit l'homme à l'attitude aussi paisible que celle des paysages qui l'entourent. Originaire de Schwindratzheim (Bas-Rhin), Régis Matter, 37 ans, suit la formation d'Obernai. Pendant une vingtaine d'années, il

a été boulanger-pâtisseries : « J'ai constaté une dégradation dans mon métier, au niveau des matières premières et dans les relations humaines. J'avais envie que cela change. Je suivais des cours de philosophie et j'ai rencontré un paysan en biodynamie. » À l'instar de Régis Matter, ces néoruraux cherchent dans la biodynamie un idéal qui faisait défaut dans leur existence antérieure. Certains de ces bifurcations de parcours sont spectaculaires : « Récemment, nous avons eu en formation un homme de 39 ans qui était cadre dans une entreprise suisse et gagnait 7000 euros par mois. Il ne croyait plus à ce qu'il faisait et subissait trop de pression de sa hiérarchie. Aujourd'hui, il est installé en biodynamie », raconte Samuel Poisson.

Au delà des âges, des milieux d'origine et des parcours, la biodynamie rassemble des passionnés. « C'est quand même un truc de fada ! Il faut avoir de grandes ambitions vis-à-vis de la planète pour la pratiquer », reconnaît Frantz Baumann, 59 ans, également aux premières loges lors de la création de la formation et qui depuis vingt-cinq ans travaille ses terres à la mode de Rudolf Steiner, fondateur de l'agriculture biodynamique.

« C'est de la folie »

Comme Frantz Baumann, ceux qui ont expérimenté à tâtons auraient rêvé de recevoir un enseignement. « Les anciens étaient des gens très idéalistes qui se contentaient de très peu. Aujourd'hui, les jeunes s'adap-

tent et adaptent la biodynamie aux contraintes économiques », constate Samuel Poisson.

Pourtant, temps de travail élevé, moindre productivité : les contraintes liées à la biodynamie sont légion. « On travaille 90 heures par semaine, on vit du RSA. C'est de la folie ce qu'on fait », admet dans un sourire Stéphane Fernex, 28 ans, fils d'Etienne. Et son père d'ajouter : « On est passé de petits rigolos chevelus barbues à des gens qui proposent des solutions crédibles. On tient parce qu'on sait que cela va changer. »

Les anciens comme les jeunes sont convaincus que la biodynamie n'a rien d'une cause perdue. Un second pôle de formation a ouvert en 2013 à Segré, en Pays de Loire.

Caroline Anfossi
et Aurélien Lachaud

20,6%

c'est le pourcentage d'étudiants issus des trois dernières promotions de biodynamie du lycée agricole d'Obernai qui possèdent au minimum un bac +3.

L'autosuffisance germe à Munster

Pour sortir de la dépendance au pétrole, des citoyens de la vallée expérimentent des modes de vie et de production alternatifs.

Deux clochers pittoresques, le claquement des cigognes en parade nuptiale et, tout autour, les sommets des Vosges. A Munster, rien n'évoque la pollution et le dérèglement climatique. Michel Hutt y pense quand même. « Le monde est en train de changer. Mieux vaut s'adapter », constate-t-il, dans une petite salle de réunion de la mairie où il est adjoint au maire. Soit on attend que les élus changent quelque chose, soit on prend les choses en main. » En septembre 2012, il a fondé avec une douzaine de sympathisants l'association Vallée de Munster en transition.

Depuis, les adhérents sont passés de 12 à 132 : « Ce ne sont pas des extrémistes bio et ils sont issus des 18 communes de la vallée », selon Michel Hutt. Répartis en groupes de travail, ils expérimentent des moyens pour vivre avec moins de pétrole : partager voiture et jardin, réparer plutôt que jeter, trouver des alternatives à l'agriculture conventionnelle qui, avec ses tracteurs, engrais et trajets, ne pourrait exister sans énergie fossile. « Au début, beaucoup de gens nous prenaient pour des rigolos, se souvient Michel

Hutt. Maintenant, nos idées sont dans tous les programmes électoraux aux municipales. »

Un mouvement international

Munster n'est pas la seule « ville en transition ». La commune fait partie d'un mouvement citoyen international, né en Angleterre en 2006 dans le village de Totnes (Devon). Les habitants y ont élaboré des idées pour parer à un avenir sans pétrole. Avec pour principe central la permaculture, une façon de produire durable et économe en énergie. A présent, il existe plus de 460 initiatives, comme à Toulouse, Mulhouse ou Lyon.

A Munster, mairie et association coopèrent. « C'est une démarche qui m'intéresse beaucoup », dit Pierre Dischinger, le maire, derrière le comptoir de sa boucherie à côté de la mairie. L'élue a aidé l'association à organiser son forum annuel en mettant à disposition salles et personnel. Et la commune a fait le choix de ne plus utiliser de désherbants. Selon lui, c'est grâce à des citoyens engagés que « la sauce sera remuée. On ne peut pas tout régler

par des lois. Les révolutions ont toujours été faites par des citoyens ».

Des bacs de « nourriture à partager » sont proposés dans toute la ville : « C'est bien que les gens réapprennent ce qui pousse en quelle saison », commente Michel Hutt. Ce printemps, un nouveau jardin partagé sera cultivé par des demandeurs d'asile. Et une grande cage qui servait à l'élevage de cigognes sera transformée en poulailler commun.

Pas de miracle

Tout cela suffira-t-il un jour pour remplacer l'agriculture intensive et nourrir toute la vallée ? « Ce sont des graines, mais il ne faut pas s'attendre à des miracles », tempère Philippe Kuhlmann, éleveur de bovins à Soultzeren qui pratique l'élevage bio et, depuis une trentaine d'années, laboure avec des bœufs et pas avec des tracteurs. Les actions de Vallée de Munster en transition restent symboliques. Seuls 2 à 3% de la nourriture consommée à Munster est produite dans les environs, selon l'association.

Violetta Kuhn





© Judith Kormann/Cuej

Tourisme, le temps des vaches maigres

En Alsace, une ferme sur six a diversifié ses activités, notamment dans l'agritourisme. Un chiffre au-dessus de la moyenne nationale dans un secteur en chute libre.

Restauration en ferme-auberge, vente directe de produits transformés et de loisirs, chambres d'hôtes ou même tipis sur les domaines agricoles. Les propriétaires des fermes alsaciennes sont parmi les plus nombreux en France à avoir développé de nouvelles sources de revenus autour de leurs productions agricoles. Dans un contexte national où la tendance est en forte baisse (1), la relative bonne santé de la diversification en Alsace est portée par un agritourisme ancré depuis plus d'un siècle dans ses paysages. « En montagne, on vend depuis toujours nos produits localement, explique Anne-Valérie Humbert, responsable de l'accueil pédagogique à la ferme Humbert, dans le val de Villé. Ici, sans la diversification, on ne vit pas. » Plus petites et plus éloignées des grands points de vente que les autres, les exploitations en altitude ont dû développer leur offre. Lait, fruits, légumes, viande, fromages et confitures... Ces produits sont souvent écoulés

en circuit court, au sein des fermes ou sur les marchés. L'Alsace est la quatrième région en France pour la vente directe de produits fermiers. D'autres se sont lancés dans des activités 100% touristiques : nuits dans des yourtes, accueil des camping-cars, visites avec goûters faits maison pour les enfants, etc.

« Pour le business »

Pour tous, cependant, le cœur du métier reste l'agriculture. Difficile de les faire parler sur les revenus générés par le tourisme. « Je ne saurais pas vous dire ce que ça représente mais ce qui est sûr c'est qu'on vit de l'agriculture, assure Myriam Lauler de la ferme Lindgrube. Les gîtes, c'est un complément. » Dans le milieu, les critiques fusent sur « ceux qui font ça pour le business ». Gîtes ruraux en périphérie des villes, fermes-zoo sans production agricole : certains non-agriculteurs n'hésitent pas à inventer un agritourisme... non agr.

Julie Humbert dans le magasin de la ferme de ses parents à Urbeis.



Même s'ils ont du mal à l'avouer, ceux qui se sont lancés ont dû intégrer de nouveaux codes pour se transformer en acteurs du tourisme. Formations, règles strictes sur l'accueil et la sécurité, contrôles sanitaires, publicité. C'est une salle d'accueil que l'on crée, un escalier remis aux normes, une rampe d'accès que l'on façonne pour les handicapés. Certains membres de la famille, souvent les plus jeunes, se spécialisent dans l'accueil des touristes. Quant à la communication, une ferme touristique ne peut plus se permettre de ne pas être sur le web.

Certains renoncent avant même d'entamer leur transition. D'autres abandonnent quelques années après le lancement, comme Jean-Claude Moes, à la ferme apicole du Neuhof. « J'ai dû arrêter les visites. Mes locaux sont trop exigus. Et puis, les mêmes, ça court partout, et j'ai des problèmes de revêtement, des enfants sont déjà tombés. »

Des fermes locales dans un réseau national

Si l'Alsace attire toujours, la tendance nationale voit dégringoler le ratio d'agriculteurs diversifiés. Consciente des forts enjeux économiques qui se jouent au niveau local, la chambre d'agriculture anime le réseau Bienvenue à la ferme pour la région. « En 2014, on compte 234 fermes inscrites, dix de plus que l'année dernière, se félicite Aude Forget, responsable du réseau. Chaque année, nous enregistrons de nouveaux adhérents, particulièrement dans la vente directe. »

Mais ces bons résultats ne doivent pas cacher que les fermes sont de moins en moins nombreuses et de plus en plus écrasées par les grandes fermes industrielles à production unique. En dix ans, le nombre d'exploitations agricoles a diminué de 26% en France, aux dépens des petites structures diversifiées.

Clémence Lesacq et Florence Stollesteiner

(1) 12% de l'ensemble des fermes sont diversifiées en 2010 contre 22,6% en 2000 et 41,4% en 1988 selon le ministère de l'Agriculture.

Les fermes-auberges, une tradition à dépoussiérer

Dans les Vosges, des établissements vieux d'un siècle accueillent curieux et randonneurs. Faute de modernisation ou de repeneur, certains mettent la clé sous la porte.

Tout est resté en l'état : la grande salle de restauration, son bar et sa machine à café, protégée de la poussière sous une nappe plastifiée ; la fromagerie, ses étagères et ses moules, qui servaient, jadis, à la préparation du munster ; l'étable, sa grange à foin aujourd'hui vide, et son hélice d'aération.

Perchée à 800 mètres d'altitude sur les hauteurs de Sondernach, dans la vallée de Munster, la ferme-auberge du Hunleskritt, propriété de la famille Zinglé depuis trois générations, n'a pourtant plus servi un seul repas marcaire (plat traditionnel de montagne) depuis quatre ans.

À 81 ans, Paul Zinglé y vit toujours, avec son épouse. Il avait 13 ans à la mort de son père. Il a dû alors apprendre à « conduire le cheval », comme il dit, « seul moyen de locomotion, à l'époque, pour travailler ». En 1947, après la guerre, il suit une formation agricole à Colmar, puis rentre à la ferme et récupère un tracteur laissé par les Américains. Il construit une étable moderne, développe l'auberge et ses 90 couverts, élabore le « fromage du val Saint-Grégoire », une nouveauté dans la vallée, servi jusque dans les assiettes de la très prestigieuse Auberge de l'Ill, à Illhaeusern.

Un manque de remise en question

« Depuis quelques années, la fréquentation était en baisse, explique Paul Zinglé. Les groupes ne venaient plus. J'ai dit à mon fils que s'il trouvait du travail ailleurs, on arrêterait. On a fermé et mis nos terrains en location. Il nous reste quelques machines mais, dès qu'on pourra, on les vendra. »

Même son de cloche à la ferme-auberge voisine du Landersen, 70 couverts, 26 vaches laitières.

Elle est ouverte depuis 1904 : « Depuis six ou sept ans, la baisse de fréquentation est sensible, explique Claude Bessey, épouse du propriétaire. On sent que les gens font plus attention à ce qu'ils dépensent. »

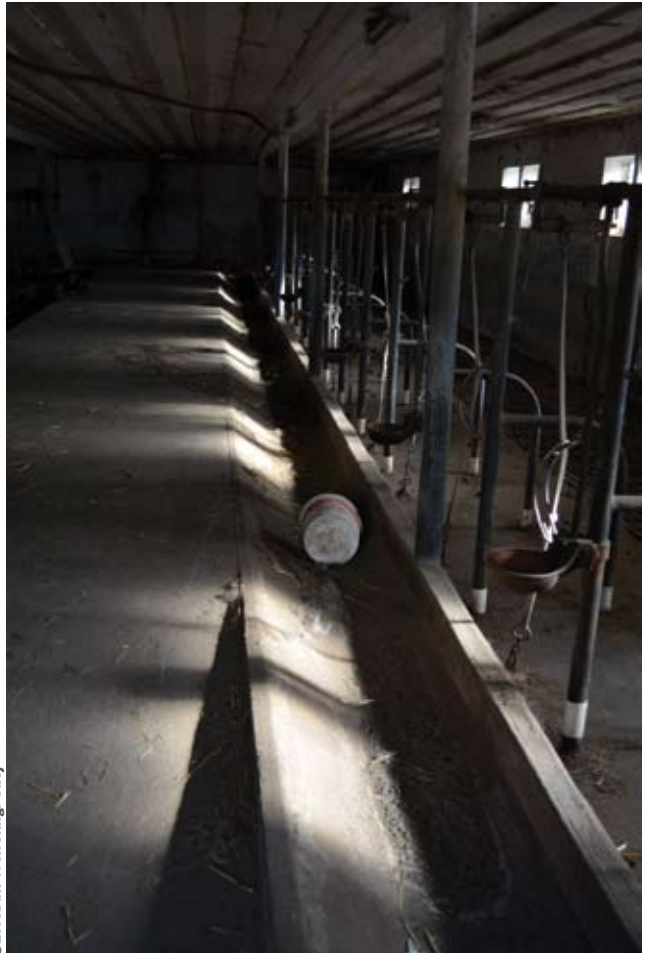
Les fermes-auberges, pourtant composante importante du paysage vosgien, seraient-elles vouées à disparaître ? « On se posait déjà la question il y a vingt ans, rétorque Serge Sifferlen, fermier-aubergiste dans la vallée de Thann et président de l'association des fermes-auberges du Haut-Rhin. Aujourd'hui, il y a une émulation autour de ce métier. Nos jeunes sont prêts à prendre la relève et le consommateur est sensible aux circuits courts, le modèle que nous défendons. »

En 1995, 65 fermes-auberges étaient membres de l'association.

Aujourd'hui, et après l'adoption d'une charte de qualité renforcée, on n'en compte plus que 44. « Ceux qui ferment ou qui quittent l'association ne se remettent pas en question, estime Serge Sifferlen. La plupart décide de poursuivre leur activité, mais sans l'appellation "ferme-auberge". »

« Avant, ça circulait tous les jours »

« On nous impose de plus en plus de normes et de réglementations », dénonce Hélène Burger. La ferme-auberge du Gaertelsrain, qu'elle faisait vivre avec son mari depuis 1965 au-dessus de Soultzeren, a fermé en 2011. Sans re-



©Esteban Wendling/Cuej

preneur. « Pour le moment, on ne trouve personne. En attendant, on a ouvert huit jours l'an passé, pour pouvoir garder la licence IV. »

Pour autant, même si toutes ne sont plus affiliées au réseau, la majorité des structures maintiennent leur activité. « Du moment que vous faites des produits de qualité, les clients sont là », assure Serge Sifferlen.

Assis aux côtés de son chien, « le dernier animal qu'il nous reste », Paul Zinglé se souvient : « Avant, ça circulait tous les jours sur le massif. Des bus nous ramenaient du monde, de Lausanne jusqu'en Belgique en passant par Paris. Aujourd'hui, plus rien. »

Esteban Wendling

La ferme-auberge du Hunleskritt, propriété de la famille Zinglé depuis trois générations, est aujourd'hui à l'abandon.



Enracinés dans les mairies

Malgré la forte baisse du nombre d'exploitations agricoles, les agriculteurs sont toujours très représentés dans les mairies alsaciennes. C'est particulièrement vrai dans le Kochersberg, où 20% des maires sont agriculteurs.

Il y a 20 000 ans, de violents vents d'Est déposaient un limon noir et fertilisant dans le Kochersberg. Aujourd'hui, les cultivateurs de cette « terre bénie » de l'ouest de Strasbourg comptent parmi les plus riches d'Alsace. Blé, asperges, betteraves, tout pousse et les rendements sont exceptionnels. Dans ces villages prospères, grenier à blé de Strasbourg, les agriculteurs font traditionnellement figure de notables. Alors qu'ils représentent désormais moins de 5% des 25 000 habitants du Kochersberg, ils sont massivement présents dans la vie publique. Sur 30 maires qui terminaient leur mandat en mars 2014, six étaient des agriculteurs en activité ou à la retraite.

Une tradition familiale

« La mairie, ça m'est tombé dessus », raconte Jean-Jacques Nonnenmacher qui a succédé à son père en 2001 à la mairie de Woellenheim. Toujours sur place et indépendant, il peut se rendre disponible. Siéger au conseil municipal est une tradition familiale chez ces maires-agriculteurs. La participation à la vie associative aussi ; théâtre alsacien, club de foot, amicale des pompiers ou fête du village, ils sont toujours là. « Être acteur de la vie du village, c'était dans notre éducation », se souvient Joseph Burger, agriculteur retraité et maire de Rumersheim depuis 1995. Son frère et plu-



Jean-Jacques Nonnenmacher siéger à la mairie de Woellenheim depuis 1995.



71 C'est le nombre d'agriculteurs, actifs ou retraités, qui siégeaient, avant les élections de mars 2014, dans les conseils municipaux du Kochersberg.

sieurs de ses cousins sont aussi maires de villages.

Ces maires-agriculteurs ont un parcours similaire. Contrairement à la génération actuelle, ils ont quitté l'école tôt, et se sont largement formés au sein des organisations agricoles : chez les Jeunes agriculteurs (JA), à la Jeunesse agricole catholique (JAC) et à la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA). « Le syndicalisme a été mon école », indique Bernard Klein, maire de Gougenheim depuis 1995. Le maire de Rumersheim ajoute : « J'y ai appris à communiquer, à discuter, à ne pas toujours avoir raison. »

Le syndicalisme, c'est aussi l'école des cadres des JA où ils ont suivi ensemble, en hiver, des cours d'économie ou de politique. Se revendiquant de droite, les maires-agriculteurs sont restés fidèles à la FDSEA où ils ont, pour certains, exercé des responsabilités. Dans d'autres syndicats, il est interdit de cumuler mandat municipal et responsabilité syndicale afin d'éviter les conflits d'intérêts. Eux estiment ce cumul « pas incompatible du tout, complémen-

taire même », insiste Bernard Klein. Car être maire, pour un agriculteur, c'est aussi défendre ses intérêts à l'heure où le Kochersberg devient une banlieue chic de Strasbourg. Sans détour, le maire de Rumersheim explique que « si quelqu'un d'autre est élu, les agriculteurs ont peut-être du souci à se faire ».

L'augmentation de la taxe foncière, par exemple, est une préoccupation pour ces propriétaires terriens. Eux préfèrent augmenter la taxe d'habitation, qui pèse sur tous les habitants de la commune.

Quand le maire est agriculteur, il est aussi plus difficile, pour les habitants des lotissements qui se construisent en nombre depuis les années 1970, de se plaindre des nuisances liées à la vie à la campagne : odeurs de fumier, bruit des animaux, machines agricoles sur les routes, etc. Jean-Jacques Nonnenmacher reconnaît qu'il « ne veut pas de quelqu'un qui chamboule tout et qu'un beau jour on n'ait même plus le droit de sortir le soir à Woellenheim avec le tracteur parce que ça fait du bruit ».

Être au conseil municipal est aussi important lorsque des

intérêts économiques sont en jeu. Ici, la terre agricole vaut cher – 100 euros de l'are (100 m²) –, d'où l'avantage d'être au conseil municipal lorsqu'un remembrement se prépare. Par ailleurs, si une terre initialement à vocation agricole est reclassée en zone aménageable, elle voit son prix multiplié par 30 à 80 en fonction de l'attractivité de la commune. « *Et pour un terrain qui a été viabilisé et qui est ainsi devenu constructible, il faut compter plus de 20 000 euros l'are à Woellenheim* », avance Jean-Jacques Nonnenmacher, à la tête d'une exploitation de 60 hectares.

« Quelqu'un du terroir »

D'après un développeur foncier, bon connaisseur du Kochersberg, « *être au conseil municipal permet surtout de veiller à ne pas être défavorisé lors des remembrements ou de la révision du Plan local d'urbanisme [c'est lors de la révision du PLU qu'une terre peut être reclassée en zone aménageable, ndlr] ; un peu à la façon du conseil de surveillance d'une grosse entreprise* ».

Après avoir réglé la succession à la tête de leurs exploitations agricoles, ils entendent passer le relais à la mairie. A Pflurgisheim, André Jacob, directeur de la chambre d'agriculture, a pris la suite de Jean-Pierre Mehn dont il fut l'adjoint. Dans d'autres villages, les maires-agriculteurs s'accrochent à leur fonction. Jean-Jacques Nonnenmacher dit vouloir « *passer le flambeau* », mais tient à ce que son successeur soit « *quelqu'un du terroir* » et voulait barrer la route à son concurrent, un enseignant, lors du scrutin de mars. De même, à Rumersheim, Joseph Burger repart pour un quatrième mandat. Il aimerait que sa belle-fille se porte candidate dans six ans. Tradition familiale, on vous dit.

**Emmanuelle François
et Nathan Kretz**

Petite retraite après une vie de labour

Pour financer leur retraite, les agriculteurs alsaciens cherchent des revenus complémentaires.

40%
c'est la part de retraités agricoles alsaciens qui vendent leur exploitation pour financer leur retraite.

Adeline Baur est à la retraite depuis trois ans. Pourtant, elle continue à travailler dix heures par semaine dans l'exploitation agricole familiale de Blaesheim, qui appartient désormais à son fils. « *Avec 700 euros, on ne peut pas vivre* », affirme l'agricultrice âgée de 63 ans. Ses charges sont couvertes par son fils.

Le cas d'Adeline Baur est celui de 60% des retraités agricoles d'Alsace. La reprise de l'exploitation par un membre de la famille, souvent un fils, permet au retraité de couvrir une partie des dépenses. La loi les autorise à travailler jusqu'à 20 heures hebdomadaires.

Paul Schiellein, président de la section des retraités agricoles à la FDSEA, explique que les retraites complémentaires sont limitées, et que « *la reprise de la ferme par un enfant est une chance. On continue à aider à la ferme et à y vivre. Mais il faut avoir un successeur dans la famille, ce qui n'est pas toujours sûr* ».

Des raisons historiques

Daniel Saenger continue à travailler dans son ancienne exploitation, à Kleingoeft. Il aide bénévolement son voisin, le nouveau propriétaire, à prendre le relais. Daniel Saenger touche 1000 euros mensuels. Une retraite qui complète la somme qu'il a tirée de la vente de son exploitation. « *Quand on n'a pas d'enfant prêt à reprendre l'activité, on est obligé de transformer le patrimoine des pères en capital*, explique Daniel Saenger. *Heureusement je reste propriétaire de ma maison. Ma retraite me sert pour sortir, pour mes dépenses personnelles, mais pas plus.* »

La faible retraite des agriculteurs est liée à l'histoire de la

profession. « *On a toujours considéré que les enfants allaient reprendre l'activité et s'occuper de leurs parents. Cela est de moins en moins vrai* », affirme Paul Schiellein. Aujourd'hui, 40% des retraités agricoles alsaciens vendent leurs exploitations pour pouvoir vivre.

Trois retraités pour un actif

Pendant la campagne électorale de 2012, François Hollande avait promis de revaloriser les retraites à 75% du SMIC. Cela ne sera fait que progressivement d'ici 2017 et financé par les travailleurs actifs. « *Il y a environ trois retraités agricoles pour un actif en Alsace. Cela veut dire que 15 000 agriculteurs devront prendre en charge les retraites de presque 40 000 retraités !* », soulève Paul Schiellein, qui représente 20 000 retraités agricoles syndiqués. Pour lui, les agriculteurs doivent trouver des alternatives.

Adeline Baur assure que « *les exploitants sont conscients des difficultés financières à venir. On sait qu'il faut cotiser pour sa retraite. Il faut préparer la succession bien à l'avance* ».

Pour Paul Schiellein, il faut « *baisser les charges sur les retraités agricoles. Par exemple, nous négocions avec les mutuelles de santé pour avoir des tarifs préférentiels* ». Les syndicats cherchent aussi à obtenir une aide des pouvoirs publics pour financer le séjour des agriculteurs en maison de retraite.

Adeline Baur aimerait que « *le travail de toute une vie soit mieux valorisé, pour permettre aux retraités agricoles de vivre décemment* ». Pour Daniel Saenger, la solution est « *l'affaire de l'Etat* ».

Qassam Muaddi